



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Edito

**Ah ! si chômeurs, chômeuses,
précaires et pauvres
avaient des tracteurs...**

...Ils et elles ne seraient pas invisibles dans l'espace public et médiatique. Bien sûr personne ne s'en désintéresse totalement, les médias en parlent une fois de temps en temps pour le 70^{ème} anniversaire de l'appel de l'abbé Pierre ou autre...

Les grands médias reprennent en cœur les discours du gouvernement : c'est le travail qui doit payer et l'assistance à celles et ceux qui ne se lèvent pas tôt doit être réduite.

Ce pouvoir a multiplié depuis 2018 les réformes de l'assurance chômage, qui n'est plus un droit et est devenue une simple variable d'ajustement des politiques économiques : les économies sur le dos des chômeurs et chômeuses servent à réduire les dépenses publiques pour satisfaire l'UE (moins d'accès aux droits, plus faibles indemnités - presque 40 % en moins) et rapportent des milliards.

Cette logique largement admise dans l'opinion permet à Attal et Macron de poursuivre cet appauvrissement organisé : la seule mesure précise annoncée est la suppression de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) financée par l'État mais qui - comme toutes les allocations chômage - ouvre des droits à la retraite. Toutes ces personnes seront réduites au RSA nouvelle manière et soumises à l'obligation d'accepter n'importe quel emploi.

La gauche, dont la défense du salariat (tout le salariat y compris hors des formes traditionnelles) faisait l'identité, a bien peu mobilisé depuis 2018 malgré la gravité des attaques.

Dans un sondage ce sont le RN surtout et Macron qui apparaissent les plus capables de résoudre le problème de la précarité !

Il est temps de retrouver le chemin des classes populaires.

Crise agricole, quel bilan ?

Il aura suffi que le gouvernement Attal renonce à l'augmentation du gazole non routier, qu'il annonce quelques vagues promesses sur le renforcement de la loi Egalim et autres mesurottes pour alléger la trésorerie des exploitations et, **sur-tout**, qu'il mette un coup d'arrêt scandaleux au plan **écophyto** visant à réduire l'usage des pesticides, pour que le syndicalisme agricole majoritaire (FNSEA et CNJA) appelle les agriculteurs et agricultrices à lever les barrages sur les routes.

Quant à la question, pourtant essentielle, du revenu des paysans et paysannes, c'est à dire de prix des produits agricoles rémunérateurs leur permettant de vivre dignement de leur travail, rien ou presque !

La revendication de prix garantis couvrant les coûts de production reste lettre morte comme celle de sortir l'agriculture d'un libéralisme

ravageur. Déclarer comme Macron qu'il ne signerait pas « en l'état » l'accord de libre échange avec le Mercosur (les pays sud américains) n'empêche pas l'Union Européenne de poursuivre les négociations pour toujours plus de libéralisation des échanges.

Au final, à l'issue - provisoire ? - de cette crise, rien ne change sinon de prolonger un modèle agricole arrivé en bout de course et avide, malgré tout, de se placer sur les marchés internationaux. Concentration des exploitations et profits de l'agrobusiness sont confortés. On est loin de la souveraineté alimentaire chère aux paysans et paysannes de Via Campesina



Logement : un tour de passe-passe

Lors de son show d'intronisation devant les députés, Gabriel Attal a annoncé vouloir intégrer les « logements intermédiaires » dans les quotas de logements sociaux obligatoires (25%) dans les communes de plus de 3500 habitants (1500 en région parisienne) appartenant à des agglomérations de plus de 50 000 habitants.



Un tour de passe-passe qui va permettre aux communes ne respectant pas leurs obligations de rentrer dans les clous à peu de frais, plutôt que de payer des pénalités pour non respect de la loi. Accessoirement, certaines, particulièrement frileuses vis à vis du logement social, pourraient flécher l'essentiel de leur politique de l'habitat vers ces logements intermédiaires, certes réglementés par l'État et aux loyers inférieurs à ceux du marché mais destinés aux « classes moyennes » supérieures. Une façon indolore mais ignoble d'éloigner des populations jugées « indésirables », car pauvres et précaires.

Cour Internationale de Justice et UNWRA



La Cour Internationale de Justice (CIJ) vient d'acter⁽¹⁾ qu'il existe « un risque réel et imminent qu'un génocide des Palestiniens ait lieu à Gaza »⁽²⁾

La riposte israélienne ne s'est pas fait attendre : l'État hébreu s'en prend une fois de plus à l'UNWRA⁽³⁾. Cette agence de l'ONU d'aide aux réfugiés palestiniens a été créée en 1949. Les gouvernements israéliens rêvent de la voir disparaître afin de liquider définitivement la question des réfugiés.

Au motif qu'une douzaine d'employés de l'UNWRA (sur 13 000, soit un taux ridicule inférieur à 1/1000) auraient été impliqués dans l'attaque du 7 octobre, les autorités israéliennes font pression sur leurs « alliés » pour faire disparaître

l'UNWRA qui subvient aux besoins élémentaires de 6 millions de réfugiés, accentuant ainsi le processus génocidaire en cours.

Les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, etc. valident, une fois de plus, la propagande israélienne et se rendent complices de ce processus en arrêtant ou suspendant leurs subventions à l'UNWRA (la France se réservant le droit de se prononcer « le moment venu » !).

UNWRA :

FONDAMENTAL POUR LES RÉFUGIÉS !

Suite à l'expulsion des deux tiers de la population palestinienne de ses terres, population qui s'est réfugiée dans les pays voisins en attendant la fin de la guerre, l'ONU a créé en 1949 l'UNWRA (*United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*) pour l'aide aux réfugiés palestiniens à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie.

Son but est de répondre aux besoins essentiels des réfugiés palestiniens et de leurs descendants, qui conservent le statut de réfugiés, en matière de santé, d'éducation, d'aide humanitaire et de services sociaux.

Le nombre de réfugiés palestiniens enregistrés est passé de plus de 750 000 en 1950 à plus de 6 millions en 2023; 70% des habitants de Gaza jouissent de ce statut.

[Lire l'article complet sur le site d' ENSEMBLE !](#)

Il est plus que nécessaire d'amplifier la mobilisation pour :

- débloquer les subventions françaises à l'UNWRA
- imposer un cessez-le-feu immédiat et permanent
- arrêter le processus infernal génocidaire
- reconnaître enfin l'État de Palestine

Bagnolet, le 1^{er} février 2024

(1) Ordonnance de la CIJ du 26 janvier 2024

(2) La CIJ ordonne à Israël de prendre des mesures pour empêcher les actes de génocide à Gaza

(3) United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

